



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

**NEO
TERRA**



APPEL A PROJETS / CANDIDATURES 2022

Investissements dans les exploitations agricoles en CUMA

Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles

**Types d'opération 4.1.3 du Programme de Développement Rural (PDR) Aquitain,
413 du PDR Limousin et 4.1.4 du PDR Poitou-Charentes**

Pour la période du 03 février 2022 au 31 mai 2022

Evolution entre les versions :

Version V1.0 du 03 février 2022 : version originale

Pour plus d'informations :

<https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/amenagement-du-territoire/pcae-investissements-dans-les-exploitations-agricoles-en-cuma?recherche=cuma>

<https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr>

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 - DESCRIPTION DE L'OPERATION	3
ARTICLE 2 - MODALITES DE L'APPEL A PROJETS / CANDIDATURES.....	4
ARTICLE 3 - BENEFICIAIRES, CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU DEMANDEUR	6
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU PROJET	6
ARTICLE 5 - COUTS ADMISSIBLES	6
ARTICLE 6 - CRITERES DE SELECTION DES PROJETS ET SCORING	7
ARTICLE 7 - MONTANTS ET TAUX D'AIDES (tous financeurs confondus).....	10
ARTICLE 8 – CONTACTS	10
ARTICLE 9 – INFORMATION AU SUJET DES DONNEES PERSONNELLES	13
ANNEXE 1 : Liste des dépenses éligibles	14
ANNEXE 2 : Indicateurs nationaux ou OTEX.....	17

ARTICLE 1 - DESCRIPTION DE L'OPERATION

Le Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCAE) est un outil phare de la politique agricole de la Région Nouvelle-Aquitaine. Il permet de soutenir les investissements visant à améliorer la performance économique, environnementale et sociale des exploitations agricoles. Il se décline en dispositifs d'aide sous forme d'appels à projets complémentaires et indépendants qui sont échelonnés tout au long de l'année.

Par ailleurs, le 9 juillet 2019, les élus de Nouvelle-Aquitaine réunis en séance plénière ont adopté **la feuille de route régionale dédiée à la transition énergétique et écologique : Néo Terra**. Elle se fixe 11 ambitions, accompagnées d'engagements chiffrés et d'actions concrètes. Dans ce cadre, la Région a décidé d'accompagner l'ensemble du secteur agricole dans sa transition agro-écologique autour de 3 enjeux principaux :

- Sortir des pesticides et généraliser les pratiques agro-écologiques
- S'adapter au changement climatique et participer à son atténuation
- Favoriser le bien-être animal

Le PCAE s'intègre chaque année davantage dans l'ambition que porte Néo Terra.

Pour plus d'information : <https://www.nouvelle-aquitaine.fr/grands-projets/neo-terra-la-feuille-de-route-de-la-transition-environnementale-et-climatique#gref>

Cet appel à projets est réalisé dans le prolongement de l'appel à projets 2021. Des ajustements ont été réalisés sur la liste des investissements éligibles.

En revanche, la sélection des dossiers financés se fera selon la note obtenue dans la limite des crédits disponibles.

Les dispositions du présent appel à projets définissent, pour la Région Nouvelle-Aquitaine et pour la période du 03 février 2022 au 31 mai 2022, l'ensemble des modalités incombant aux porteurs de projets sollicitant une aide financière pour des dépenses d'investissement dans le cadre de l'opération « investissements dans les exploitations agricoles en CUMA ».

Ces dispositions s'appliquent pour le FEADER et les Collectivités Territoriales.

Cet appel à projets s'inscrit dans le cadre des Programmes de Développement Ruraux 2014-2020 (PDR Aquitaine, PDR Limousin et PDR Poitou-Charentes) qui permettent de mobiliser des crédits du FEADER.

L'objectif de cette mesure est d'assurer à long terme la compétitivité des exploitations agricoles et de permettre de :

- Renforcer la durabilité du secteur de l'élevage,
- Répondre aux enjeux climatiques et environnementaux,
- Améliorer les conditions de travail et la rentabilité des exploitations agricoles.

Alter'NA est un fond de garantie publique créé par la Région Nouvelle-Aquitaine, qui vise à favoriser l'accès au crédit dans le secteur agricole et agroalimentaire. Cet instrument est financé par du FEADER et des fonds Région.

Ses bénéficiaires peuvent profiter des avantages suivants :

- réduction des cautions personnelles exigées par la banque,
- conditions d'accès aux prêts facilitées,
- réduction du taux d'intérêt des prêts.

Cet instrument de garantie peut venir en **complément** au présent appel à projets **dans la limite du taux maximum d'aide publique**.

Il convient de prévenir dès que possible le service instructeur de la Région Nouvelle-Aquitaine de l'octroi de ce prêt.

La Région Nouvelle-Aquitaine vérifiera si un prêt aura été octroyé et dans ce cas, la subvention FEADER pourra être* pour tout ou partie réduite et/ou récupérée. Cette réduction pourra notamment être décidée lors de la dernière demande de solde.

Pour plus d'informations : <https://www.alter-na.fr/>

*notamment si le taux maximum d'aide public est dépassé ou si le prêt a été accordée pour les mêmes dépenses que celles prévues dans la demande de subvention

ARTICLE 2 - MODALITES DE L'APPEL A PROJETS / CANDIDATURES

L'opération « investissements dans les exploitations agricoles en CUMA » se présente sous la forme d'un appel à projets / candidatures avec 1 seule période de dépôt de dossiers complets.

	Début de dépôt de dossier	Fin de dépôt de dossier complet
Période unique	03 février 2022	31 mai 2022

Il est vivement conseillé de transmettre son dossier le plus en amont possible des dates de fin de période.

Les dossiers doivent être déposés à l'adresse suivante :

Région Nouvelle-Aquitaine – Site de Bordeaux
Direction de l'Agriculture, Agroalimentaire et Pêche
Service Compétitivité – Unité CUMA
14 rue François de Sourdis
33077 BORDEAUX Cédex.

Le dossier suivra les étapes suivantes (détails dans la notice) :

Etape 1 : dépôt de dossier
- Dépôt de dossier au plus tard le 31 mai 2022 . Les contacts sont indiqués dans l'article 8 du présent document. La date retenue pour le dépôt du dossier est le cachet de la poste par envoi postal ou le tampon du service instructeur si dépôt en main propre ¹ . - Accusé de réception avec autorisation de démarrage des travaux sans promesse de subvention² sous réserve de présentation du formulaire de demande de subvention complété et signé avec les informations minimales suivantes : identification demandeur (nom et adresse), libellé, localisation et description du projet, dates de début et de fin de réalisation prévisionnelles du projet, liste des dépenses, type d'aide et montant d'aide publique sollicités, la date et la signature du porteur du projet)




Etape 2 : instruction du dossier

Un dossier est complet si :

- Le formulaire de demande d'aide est complété et signé.
- Les pièces à joindre au formulaire sont fournies, en conformité et recevables (y compris les documents d'urbanisme, le cas échéant).
- **Instruction du dossier** par les services.
Des pièces ou informations complémentaires peuvent être demandées.

ATTENTION :

Les dossiers doivent être obligatoirement complets en fin de période de dépôt (31 mai 2022). Un dossier incomplet à la fin de la période sera définitivement rejeté (cf. article 6) Cependant, pour les CUMA créées récemment, certaines pièces pourront être remises après le 31 mai 2022. (Pour plus de précisions, se reporter en page 10 du formulaire de demande d'aide).



Etape 3 : passage en comité de sélection

- Composition du comité de sélection : Région Nouvelle-Aquitaine, Conseils Départementaux
- Le comité de sélection rend un avis favorable ou défavorable ou d'ajournement sur le dossier



Etape 4 : vote des crédits publics

Vote des crédits publics de chaque financeur pour les dossiers ayant reçu un avis favorable en comité de sélection.



Etape 4 : passage en Instance de Consultation du Partenariat (ICP)

- **L'ICP statue** un avis sur les dossiers examinés en comité de sélection.
- **Validation de l'aide européenne FEADER**
- Après l'ICP :
 - . Une notification est envoyée aux dossiers ayant reçu un avis favorable
 - . Une lettre de rejet est envoyée aux dossiers ayant reçu un avis défavorable



Etape 5 : décision juridique

Envoi de la décision juridique d'octroi de subvention au bénéficiaire pour les dossiers ayant reçu un avis favorable.

¹ La date de dépôt (cachet/tampon) détermine la période à laquelle sera examiné le dossier.

² La date de début d'éligibilité des dépenses figure dans l'accusé de réception du service instructeur.

ARTICLE 3 - BENEFICIAIRES, CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU DEMANDEUR

Les financements publics accompagnant cette mesure s'adressent aux demandeurs suivants :

CUMA (coopérative d'utilisation de matériels agricoles) composée à 100% d'agriculteurs-

Tout demandeur s'engage à respecter les obligations générales (engagements du demandeur) stipulées dans le formulaire de demande de subvention et notamment :

- rester propriétaire de son investissement pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
- conserver son activité agricole pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
- conserver sur son exploitation/entreprise les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final.
-

Dans le cas d'une transmission de CUMA vers une autre CUMA, le repreneur reprendra l'ensemble des engagements du bénéficiaire initial.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU PROJET

- Plancher de dépenses éligibles : 10 000 € HT par dossier

- Plafond de dépenses éligibles : un plafond de 500 000€ par projet sera appliqué pour les CUMA de moins de 10 adhérents.

- Siège d'exploitation : sur le territoire Nouvelle-Aquitaine.

ARTICLE 5 - COUTS ADMISSIBLES

Dépenses éligibles (catégories d'investissements):

- **1) Matériels liés à l'élevage**
- **2) Matériels et investissements environnementaux liés au végétal**
- **3) Chaînes de mécanisation**
- **4) Matériels spécifiques filières**
- **5) Matériels spécifiques liés aux contraintes géomorphologiques des zones de montagne**

L'ensemble des dépenses éligibles est défini dans l'annexe 1 du présent appel à projets.

Les dépenses sont appréciées Hors Taxe.

Dépenses inéligibles (liste non exhaustive) :

- les matériels d'occasion
- les hangars de stockage du matériel,
- les investissements qui concernent des opérations de remplacement à l'identique, sauf cas prévus par la réglementation
- les frais éventuels de montage du dossier de subvention,
- la main d'œuvre liée aux travaux d'auto construction,
- la TVA,
- les produits dits « consommables »,
- les investissements financés par un crédit-bail ou équivalent
- les matériels de renouvellement sauf dans le contexte ci-après :

N'est pas considéré comme matériel de renouvellement et est donc potentiellement éligible le ou les matériels suivants :

Le(s) nouveau(x) matériel(s) éligibles à une subvention de l'appel à projets PCAE CUMA 2022, similaire(s) à un (des) matériel(s) déjà présent(s) dans la Cuma, c'est-à-dire figurant dans sa liste d'inventaire du matériel, qu'ils soi(ent) amorti(s) ou non, **ayant 10 ans d'âge au minimum**.

Dans le cas contraire des matériels **de moins de 10 ans d'âge**, La CUMA **s'engage** alors à conserver les matériels dits **similaires** ⁽¹⁾, pour une **durée minimale de 3 ans** (2) à compter de la date d'achat du nouveau matériel subventionné.

- (1) Un matériel **similaire** est un matériel **de moins de 10 ans d'âge** portant le même nom ou remplissant les mêmes fonctions que le matériel faisant l'objet de la demande de subvention La 1^{ère} date de facturation du matériel (établie au nom de la CUMA ou autre) est la date servant de point de départ pour calculer l'âge du matériel (et donc le seuil des 10 ans) jusqu'à la date du dépôt de demande d'aide.

Cette condition ne dispense pas, pour tout matériel déjà subventionné par le passé, présent ou repris, d'avoir été gardé à minima pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final de l'aide (cf Article 6 de la décision juridique d'octroi de l'aide).

Cet engagement se concrétisera par un engagement complémentaire et obligatoire, identifié dans le formulaire de demande de subvention, paragraphe 7 – Obligations générales, soumis à contrôle ultérieur par le Service instructeur.

Dans le cas de plusieurs matériels similaires dans la CUMA en face du ou des nouveau(x) matériel(s) demandé(s), la règle de conservation des 3 ans ne vaut, pour chaque cas, que pour un des matériels similaires, au choix de la CUMA. De même, il est possible de reporter l'engagement sur un matériel semblable qui serait acheté sans demande de subvention dans le cadre du présent dispositif.

ARTICLE 6 - CRITERES DE SELECTION DES PROJETS ET SCORING

La procédure de sélection s'appuie sur une grille de notation construite sur la base des critères de sélection. Une note sera attribuée à chaque projet selon ces critères sur la base des informations transmises par le bénéficiaire sur sa demande d'aide.

Les dossiers ayant une note inférieure ou égale à 40 points sont écartés. Les autres seront financés dans la limite des crédits disponibles, par ordre décroissant des notes obtenues.

Si l'enveloppe ne permet pas de retenir tous les dossiers ayant obtenu la même note, les projets seront départagés sur les items portés ci-après qu'ils ont activé dans la grille de sélection jusqu'à atteindre le montant des crédits disponibles :

- D'abord, sur la présence d'au moins un Nouvel Installé pour les dossiers portés par 1 à 10 adhérents et au-delà, la présence d'au moins 2 Nouveaux installés,
- Puis, sur la présence de matériels spécifiques adaptés aux zones de montagne (uniquement pour les territoires des PDR Aquitaine et Limousin) et siège social de la CUMA en zone de montagne = zones agricoles défavorisées : zone haute montagne et montagne
- Puis, sur la création d'une nouvelle activité « chaîne de mécanisation »

- Puis, sur la présence de matériels prioritaires dans les secteurs de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier) ou de matériels et des investissements environnementaux prioritaires dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier)
- Puis, sur la présence d'au moins 50% des adhérents, participant au dossier, engagés en agriculture biologique.
- Puis, sur la présence d'au moins 50% des adhérents, participant au projet, engagés dans une certification environnementale HVE
- Puis, sur la présence de matériels non prioritaires dans le secteur de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier)
- Enfin, sur la présence de matériels et investissements environnementaux non prioritaires dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier):

Processus de départage des dossiers ayant obtenu la même note :

Parmi les dossiers ayant obtenu la même note, la somme des aides des dossiers répondant au critère NI est ajoutée au montant des aides déjà mobilisées pour les dossiers présentant une note supérieure. Si le résultat est inférieur au crédit disponible, les montants des aides des dossiers comprenant un investissement en matériels spécifiques adaptés aux zones de montagne sont ajoutés.

Si le résultat reste inférieur, la même opération se poursuit en retenant tous les dossiers portant sur la création d'une nouvelle activité « chaîne de mécanisation ». L'opération est reconduite jusqu'à atteindre au moins le montant des crédits disponibles.

IMPORTANT

En fin d'appel à projets/candidatures, les dossiers n'ayant pas reçu un avis favorable sont automatiquement rejetés; comme d'ailleurs les dossiers non complets à la date du 31 mai 2022. Pour rappel, un dossier complet est un dossier comportant l'ensemble du formulaire de demande d'aide et les pièces justificatives, conformes et recevables.

Cependant, le projet pourra faire l'objet d'un nouveau dépôt de dossier sur un appel à projets ultérieur où seuls les travaux/investissements n'ayant pas eu un commencement d'exécution, avant ce nouveau dépôt de dossier, pourront figurer.

DEFINITION CRITERES	POINTS
Principe : Favoriser le renouvellement générationnel	
Dossier* de 1 à 10 adhérents : au moins 1 NI** participant au dossier Dossier* à partir de 11 adhérents : au moins 2 NI** participant au dossier	30
Favoriser les nouvelles pratiques agro-environnementales	
Matériels et investissements environnementaux prioritaires*** dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier*)	60
Matériels et investissements environnementaux non prioritaires*** dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier*)	40
Au moins 50% des adhérents, participant au dossier* , engagés dans le mode agriculture biologique ou dans une démarche de certification environnementale HVE	50
Projet lié à un GIEE Dossier* comprenant un projet*** soutenu par un GIEE ou inscrit dans le cadre d'un GIEE au moment de la demande d'aide (le projet devra représenter au moins 50% des investissements éligibles liés à l'objet du GIEE et retenus du dossier)	50
Favoriser la structuration et l'organisation des CUMA	
Création <u>d'une nouvelle activité ****</u> « chaîne de mécanisation »	50
Projet inter CUMA (au moins 3 adhérents au projet issus d'une autre ou plusieurs autres CUMA que celle qui porte le dossier)	20
Fusion, absorption depuis moins de 5 ans au dépôt du dossier	20
CUMA nouvellement créée (depuis moins de 5 ans au dépôt du dossier)	20
Dossier* de 1 à 10 adhérents : 1 nouvel adhérent participant au projet depuis moins de 2 ans dans la CUMA au dépôt du dossier ou engagement d'adhésion à la CUMA Dossier* à partir de 11 adhérents : au moins 2 nouveaux adhérents participant au projet depuis moins de 2 ans dans la CUMA au dépôt du dossier ou engagement d'adhésion à la CUMA	20
Présence ou création d'un emploi au sein de la CUMA (en direct ou par le biais d'un groupement d'employeur fournissant à la CUMA cet emploi), à partir de 0,5 ETP en CDI	20
Favoriser le développement de l'élevage	
Matériels prioritaires*** dans le secteur de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier)	60
Matériels non prioritaires*** dans le secteur de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier)	40
Favoriser les investissements liés aux contraintes géomorphologiques des Zones Montagne	
Matériels spécifiques adaptés aux zones de montagne (uniquement pour les territoires des PDR Aquitaine et Limousin) et siège social de la CUMA en zone de montagne = zones agricoles défavorisées : zone haute montagne et montagne	60

* **Dossier** : dossier administratif (ne peut comporter qu'un seul projet, c'est-à-dire un ou plusieurs investissements relevant d'une seule des 5 catégories définies dans l'appel à projet (Matériels liés à l'élevage OU Matériels et investissements environnementaux liés aux productions végétales OU Chaînes de mécanisation OU Matériels spécifiques aux filières de production agricole OU Matériels spécifiques liés aux contraintes géomorphologiques des zones de montagne).

** **NI** : nouvel installé depuis moins de 5 ans (au jour de la signature du formulaire de demande d'aide) à partir de la 1^{ière} inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation, avec ou sans DJA.

*** Voir annexe 1 en fin d'appel à projets

**** Est considérée comme **Nouvelle activité** Chaîne de mécanisation, tout investissement éligible dans une chaîne de mécanisation présenté par un groupe de la Cuma composé d'au moins 4 adhérents non engagés par ailleurs sur une autre chaîne de mécanisation déjà présente et ayant été aidée (vérification effectuée par le Service instructeur de la Région).

Voir également sur le formulaire de subvention, paragraphe 4 – CRITERES DE SELECTION, les règles de non cumul de points.

ARTICLE 7 - MONTANTS ET TAUX D'AIDES (tous financeurs confondus)

La subvention est calculée sur la base d'un montant subventionnable HT auquel est appliqué un taux d'aide.

Le total des aides apportées par les financeurs publics (Europe (FEADER), Collectivités, Maître d'ouvrage public éventuellement) doit respecter obligatoirement le taux d'aide publique.

Les taux d'aide publique suivants s'entendent tous financeurs confondus :

- taux d'aide publique :

- **40%** pour les chaînes de mécanisation et les matériels spécifiques aux filières de production agricole,
- **50%** pour les matériels liés à l'élevage et les matériels spécifiques liés aux contraintes géomorphologiques des zones de montagne,
- **60%** pour les matériels et investissements environnementaux liés aux productions végétales.

Taux de co-financement FEADER sur le taux d'aide publique :

	FEADER	Financier national
Aquitaine	53%	47%
Limousin	63%	37%
Poitou-Charentes	63%	37%

- pas de majoration supplémentaire

ARTICLE 8 – CONTACTS

1- Contacts des services instructeurs

Les dossiers devront être envoyés ou déposés en mains propres à l'adresse suivante (quelle que soit la localisation du bénéficiaire) :

Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine

Direction de l'Agriculture, Industries agroalimentaires, Pêche
Service Compétitivité

14, rue François de Sourdis - CS 81383

33077 BORDEAUX CEDEX

contactcuma@nouvelle-aquitaine.fr

Jean DORTIGNACQ - 05 57 57 82 76 – jean.dortignacq@nouvelle-aquitaine.fr

Clarisse DELUCHE : 05.47.30.05.31 – clarisse.deluche@nouvelle-aquitaine.fr

Alexandra GUIGNES – 05 47 30 33 86 - alexandra.guignes@nouvelle-aquitaine.fr

OU préalablement auprès de :

FR CUMA Nouvelle-Aquitaine

17, cours Xavier Arnozan

33000 BORDEAUX CEDEX

nouvelle-aquitaine@cuma.fr

05.56.79.64.36

2- Point d'accueil informations Fédérations Départementales Cuma

Structure	Adresse	Tel	Mail
Fédération des CUMA de CHARENTES	2 Avenue de Fétilly 17074 LA ROCHELLE	05 46 34 70 74	charentes@cuma.fr
	Cité Entrepreneuriale 18 boulevard Guillet Maillet 17100 SAINTES		charentes@cuma.fr
	66 Impasse Niepce - ZE la campagne 16016 ANGOULEME	05 35 54 25 97	charentes@cuma.fr
Fédération des CUMA de CORREZE	Immeuble Consulaire Puy Pinçon - BP30 19001 TULLE CEDEX	05 55 21 55 51	fdcuma@correze.chambagri.fr
Fédération des CUMA de CREUSE	28 Avenue d'Auvergne 23000 GUERET	05 55 51 27 14	fd.23@cuma.fr
Fédération des CUMA de DORDOGNE	BD des saveurs cré@vallée nord coulounieix chamiers 24060 PERIGUEUX CEDEX	05 53 45 47 70	francoise.galvagnon@cuma.fr
Fédération des CUMA de GIRONDE et du LOT ET GARONNE	17 Cours Xavier Arnozan 33000 BORDEAUX	05 56 79 64 34	fd.33@cuma.fr
	271 Rue de Péchabout 47000 AGEN	05 53 96 41 77	fd.47@cuma.fr
Fédération des CUMA BEARN LANDES PAYS BASQUE	248 Avenue de CRONSTADT - BP 617 40006 MONT DE MARSAN	05 58 75 90 55	accueil640@cuma.fr
	Maison de l'agriculture 124 boulevard Tourasse 64078 PAU Cedex	05 59 80 70 06	fd.64@cuma.fr
	Place Jean Errecart Avenue de Garris 64120 SAINT PALAIS	05 59 65 95 03	fd.64-stpalais@cuma.fr
Fédération des CUMA des DEUX- SEVRES	11 Rue de Verdun – Pompaire - cs 90008 79201 PARTHENAY CEDEX	05 49 94 13 35	fd.79@cuma.fr
Fédération des CUMA de la VIENNE	2133 Route de Chauvigny CS 75 014 86550 MIGNALOUX BEAUVOIR	05 49 44 75 49	fd.86@cuma.fr
Fédération des CUMA de HAUTE VIENNE	2 Avenue Georges Guingouin 87350 PANAZOL	05 87 50 41 25	fd.87@cuma.fr
Fédération Régionale des CUMA de Nouvelle Aquitaine	17 Cours Xavier Arnozan 33000 BORDEAUX	05 56 79 64 36	nouvelle-aquitaine@cuma.fr

3- Point d'accueil informations générales HVE-PCAE

Département	Nom	Adresse mail	Téléphone
Charente	PME UNIQUEMENT :		05 45 84 09 28
	Julie RENARD	julie.renard@charente.chambagri.fr	
	AUTRES AAP PCAE :		
	Nicolas Chaslard	nicolas.chaslard@charente.chambagri.fr	05 45 24 49 49
	Jean Michel Potard	jean-michel.potard@charente.chambagri.fr	
Charente Maritime	Nadège WITCZAK	nadege.witczak@charente-maritime.chambagri.fr	05 46 50 45 20
Corrèze	Bernard VIALLANEIX	b.viallaneix@correze.chambagri.fr	05 55 46 78 46
Creuse	Delphine CARDINAUD	delphine.cardinaud@creuse.chambagri.fr	05 55 61 50 28 06 60 57 43 05
Deux-Sèvres	Michel SERRES	michel.serres@deux-sevres.chambagri.fr	05 49 77 15 15
Dordogne	Elodie PEYRAT	elodie.peyrat@dordogne.chambagri.fr	05 53 35 88 33
Gironde	Géraud PEYLET	g.peylet@gironde.chambagri.fr	05 57 49 27 36
Haute-Vienne	Christelle FAUCHERE	christelle.fauchere@haute-vienne.chambagri.fr	05 87 50 42 41 06 69 07 93 21
Landes	Patrick LARTIGAU	patrick.lartigau@landes.chambagri.fr	05 58 85 45 53
Lot-et-Garonne	Valérie CHAUVEAU	valerie.chauveau@cda47.fr	06 48 50 16 66
Pyrénées-Atlantiques	Solène ROUSSEAU	s.rousseau@pa.chambagri.fr	05 59 80 70 14 06 85 30 22 87
Vienne	Lise CHEVALLIER	lise.chevallier@vienne.chambagri.fr	05 49 44 75 40
Département	Nom	Adresse mail	Téléphone
Charente	Audrey TRINIOL	audrey.triniol@charente.chambagri.fr	05 45 24 49 49
Charente Maritime	Nadège WITCZAK	nadege.witczak@charente-maritime.chambagri.fr	05 46 50 45 20
Corrèze	Eric LIONNET	eric.lionnet@correze.chambagri.fr	05 55 21 55 53
Creuse	Delphine CARDINAUD	delphine.cardinaud@creuse.chambagri.fr	05 55 61 50 28 06 60 57 43 05
Deux-Sèvres	Michel SERRES	michel.serres@deux-sevres.chambagri.fr	05 49 77 15 15

Dordogne	Elodie PEYRAT	elodie.peyrat@dordogne.chambagri.fr	05 53 35 88 33
Gironde	Géraud PEYLET	g.peylet@gironde.chambagri.fr	05 57 49 27 36
Haute-Vienne	Christelle FAUCHERE	christelle.fauchere@haute-vienne.chambagri.fr	05 87 50 42 41 06 69 07 93 21
Landes	Patrick LARTIGAU	patrick.lartigau@landes.chambagri.fr	05 58 85 45 53
Lot-et-Garonne	Valérie CHAUVEAU	valerie.chauveau@cda47.fr	05 53 77 83 08 06 48 50 16 66
Pyrénées-Atlantiques	Solène ROUSSEAU	s.rousseau@pa.chambagri.fr	05 59 80 70 14 06 85 30 22 87
Vienne	Lise CHEVALLIER	lise.chevallier@vienne.chambagri.fr	05 49 44 75 40

ARTICLE 9 – INFORMATION AU SUJET DES DONNEES PERSONNELLES

La Région collecte vos données personnelles pour instruire votre demande de subvention dans le cadre du présent appel à projets / candidatures.

Ces données sont traitées par le service instructeur mentionné à l'article 8.

Ces données pourront également être utilisées à des fins statistiques et d'évaluation ainsi que pour vous tenir informés d'éventuelles évolutions de politiques publiques vous concernant.

Vos données seront conservées pendant toute la durée du traitement, puis seront détruites ou archivées conformément aux instructions qui régissent les archives régionales.

Vous pouvez exercer vos droits d'accès, rectification, limitation, opposition, effacement et adresser toute demande concernant le présent traitement auprès de la déléguée à la protection des données de la région Nouvelle-Aquitaine : dpo@nouvelle-aquitaine.fr

Pour plus d'information sur notre politique générale en matière de protection des données : <https://www.nouvelle-aquitaine.fr/protection-donnees-personnelles.html>

ANNEXE 1 : Liste des dépenses éligibles(*)

Plusieurs investissements de la liste sont susceptibles d'être accompagnés au titre des appels à projets réalisés dans le cadre du Plan de France Relance. <https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/Plan-de-relance-Agriculture/Plan-de-relance-Agriculteurs->

En conséquence, les investissements qui ont fait l'objet d'une demande d'aide préalable au titre des dispositifs de France Relance ne peuvent pas être retenus au titre du présent appel à projets.

Cependant, si le bénéficiaire apporte la preuve du rejet définitif de son investissement avant la fin de la période de l'AAP (31/05/2022) par FAM et sous réserve de non commencement de l'opération, les investissements concernés pourront faire l'objet d'un dépôt d'une nouvelle demande dans le cadre du présent appel à projet du Conseil régional de Nouvelle aquitaine.

Les services de la Région réaliseront des vérifications à chaque étape de la vie du dossier. En cas de doublon identifié (double financement ou susceptible d'avoir un double financement), l'investissement concerné sera automatiquement exclu du dossier de demande PCAE CUMA et ne pourra pas faire l'objet d'une aide dans le cadre du présent Appel à projets.

- 1) Matériels liés à l'élevage prioritaires (60 points)

- matériel de contention (couloirs et parcs mobiles, cage de contention)
- chaîne(s) de mise en culture pour autoconsommation : 100% des adhérents au projet doivent être éleveurs (vérification par le code APE). 2 matériels différents minimum ou un outil combiné (matériel d'épierrage éligible) + un seul tracteur si nécessaire. Par exemples de matériels : herse rotative + rouleau, semoir + rouleau
Si les matériels constituant la chaîne de mise en culture ne sont pas des matériels éligibles à titre individuel au sein d'une des 2 catégories d'investissements Elevage et/ou Environnement Végétal, la CUMA devra argumenter également la raison de son choix (exemple « agriculture bio, spécificité des sols etc..)
- outils et installations, fixes ou mobiles, de fabrication d'aliments à la ferme. (boudineuse, toaster, aplatisseur, laminoir, broyeur à céréales....)
- pompes à museaux
- activités annexes à la méthanisation (stockage des déchets et digestat + épandage)
- retourneur d'andain, mélangeur composteur et aires collectives de compostage

- 1 bis) Matériels liés à l'élevage non prioritaires (40 points)

- matériel améliorant l'organisation du travail (distributrice d'alimentation, pailleuse, automate de lavage, chargeur automoteur, balayeuse, porte containers, désileuse distributrice, benne auto-chargeuse)
- outils d'implantation et de fabrication des clôtures (enfonce pieux, fendeur de pieux, appointeuse/affute-pieux, écorceuse, tarière, dérouleuse)
- matériels nécessaires aux déplacements des animaux (bétailières remorquées ou automotrices)
- matériels de pesée des animaux
- chaîne(s) de récolte des fourrages : 2 matériels différents minimum ou un outil combiné * (entrant dans la chaîne de fenaison et récolte) + un seul tracteur si nécessaire ou automoteur. Par exemples de matériels : remorque plateau, andaineur, benne, faucheuse, enrubanneuse, pince-balles, ensileuse avec barre de coupe à herbe ou maïs ensilage, faneuse, presse à balle, barre de coupe à luzerne), pick up sur ensileuses.
- séchoirs à fourrages
- investissements liés à la biosécurité
- investissements de stockage des effluents d'élevage
- divers : échographe partagé

- 2) Matériels et investissements environnementaux liés au végétal prioritaires (60 points)

Certains matériels permettant une optimisation des intrants (réduction et /ou suppression) :

- outils alternatifs au désherbage chimique : bineuse, houe rotative, herse étrille, herse à prairie, aérateur de prairie, robot de tonte, robot de désherbage mécanique, intercep, désherbeur thermique, épampreuse thermique ou mécanique, matériel paillage protection des sols, rouleaux destructeurs, écimeuse (hors viti ou arbo), rotoétrille, dédragonneuse
- Panneaux récupérateurs de pulvérisateurs viticoles confinés (dans le cas où cette option n'est pas dissociable du pulvérisateur et que cela est démontré clairement, la moitié du devis présenté sera retenu en dépense éligible
- trieur à graines pour lutter contre les adventices
- appareils utilisés en thérapie
- faucheuse andaineuse pour la dessiccation au champ de culture
- récupérateur de menues pailles,
- broyeur de fanes de pommes de terre

Matériels contribuant au maintien de la qualité des sols (lutte contre l'érosion, pratiques culturales simplifiées) :

- matériels pour l'implantation des couverts végétaux : semoir ou options (rampe ou trémie), sur semoirs pour couvert végétaux existants
- matériels pour la destruction mécanique des couverts végétaux : déchaumeur éligible seulement si équipé d'un semoir pour couvert végétaux
- matériels pour le travail sur le rang et pour le travail en bande. (Ex strip till...)
- matériels pour le semis direct des prairies et des cultures
- semoir pour le sur-semis de prairie

Matériels d'entretien de l'espace et du paysage :

- outils de taille et d'entretien des haies à rotor ou lamier, outils de broyage des végétaux (épareuse, broyeur végétaux, broyeur d'accotement, broyeur sous clôture), retrait des résidus, outils d'élévation (type nacelle d'élague en arboriculture), déchiqueteuse

- 2 bis) Matériels et investissements environnementaux liés au végétal non prioritaires (40 points)

Options de pulvérisation permettant une optimisation des intrants (réduction, valorisation) :

- Option de précision permettant un désherbage chimique localisé équipé de capteurs spécifiques de présence d'adventices
- Option limitant la dérive : face par face ou cellules de confinement (sans panneaux récupérateurs),

Localisation de traitement sur le rang :

- Micro-granulateur
- Semoir pulvérisateur

Attention : localisation du traitement sur le rang éligible hors viti et arbo

Aires collectives de remplissage et de lavage (y compris le prétraitement des hydrocarbures)

Gestion de la fertilisation :

- Les matériels de compostage (déchets verts)
- Les distributeurs (épandeurs) d'engrais incluant à minima le kit bordures et la pesée embarquée OU la modulation intra parcellaire (coupe de tronçons) et si besoin d'autres options (localisateur d'engrais, DPAE etc.). Options seules éligibles sur matériel existant.

- enfouisseurs d'engrais équipés obligatoirement DPAE
- Matériels d'épandage d'effluents avec dispositif précis de dosage : épandeur à fumier avec hérissons verticaux ou table/tapis d'épandage, tonne à lisier avec enfouisseur ou pendillard, ou épandage sans tonne.
- Options de dosage de précision : seules sont éligibles sur matériel existant d'épandage.

Matériels de traçabilité, de précision et d'aide à la décision :

- outils de localisation (GPS), jalonnage, de guidage, boîtiers de tracking (repérage des matériels) ainsi que les logiciels spécifiques d'enregistrement,
- régulation électronique de l'irrigation, station météo, outils spécifiques d'aide à la prise de décision, sondes thermiques, télémétrie,
- drones semoirs/cartographie/lutte biologique,

Dispositif de stockage et de traitement des effluents végétaux :

vinicoles, prunicoles...etc. ainsi que les eaux résiduaires de lavage correspondantes

Aires collectives de compostage (végétaux uniquement) :

- retourneur d'andain, mélangeur végétaux.

- 3) Chaîne de mécanisation (50 points)

- tracteur + 1 outil combiné (type semoir direct) ou 2 outils différents (type travail du sol, semis).

Si les matériels constituant la chaîne de mécanisation ne sont pas des matériels éligibles à titre individuel au sein d'une des 2 catégories d'investissements Elevage et/ou Environnement Végétal, la CUMA devra argumenter également la raison de son choix (exemple « agriculture bio, spécificité des sols etc..)

- 4) Matériels spécifiques filières (0 points)

(Fruits et légumes, horticulture, viticulture, semences, tabac, chanvre...) : semis, entretien, récolte, lavage, triage et conditionnement (dont automoteurs, sous réserve qu'ils soient spécifiques et dédiés exclusivement aux travaux agricoles relatifs à la production visée par le projet).

- 5) Matériels spécifiques liés aux contraintes géomorphologiques des zones de montagne (60 points)

- Matériel de traction, de fenaison, d'entretien, d'épandage

Le détail des équipements éligibles est consultable sur le dispositif Mécanisation agricole en zone de montagne en téléchargeant le Règlement/Appel à projets dans le lien ci-dessous, article 7.

Pour les CUMA, pas de plafond appliqué si ce n'est celui fixé à l'article 4 du présent appel à projets CUMA.

<https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/amenagement-du-territoire/pcae-mecanisation-agricole-en-zone-de-montagne?recherche=montagne>

(*) Liste non exhaustive. Les investissements non indiqués dans cette liste sont soumis à une validation préalable du Service instructeur et de l'autorité de gestion régionale.

ANNEXE 2 : Indicateurs nationaux ou OTEX

OTEX PCAE / définition OTEX retenue pour le PCAE = Production majoritaire de l'exploitation, >2/3 du C.A.

OTEX conservés et « créés » pour PCAE	Code OTEX existant et repris pour le PCAE	Code créé et utilisé pour le PCAE
Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées (grandes cultures)	13 (sauf 1320) + 1410 + 1420	
Riz	1320	
Légumes frais de plein champ	1430	
Tabac	1441	
Plantes à parfums, aromatique et médicinales		49-1
Maraîchage (dont melon et fraise)	28	
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	29	
Viticulture d'appellation	37	
Autre viticulture	38	
Arboriculture		39-1
Oléiculture	39	39-2
Autres fruits en cultures pérennes		39-3
Polyculture	60	
Bovins lait	41	
Bovins viande naisseur		42-1
Bovins viande engraisseur	42	42-2
Veaux de boucherie		42-4
Bovins lait et viande	43	
Ovin lait		4410-1
Ovin viande	4410	4410-2
Caprin lait		4430-1
Caprin viande	4430	4430-2
Autres herbivores (dont chevaux)		44-1
Truies reproductrices	5011	
Porc engraissement	5012 + 5013	
Poules pondeuses	5021	50-1
Poulets de chair		50-2
Palmipèdes foie gras		50-3
Autres palmipèdes	5022 + 5023	50-4
Autres volailles		50-5
Lapins		50-6
Abeilles	8231	
Autres animaux		44-2
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	71	
Polyélevage orientation granivore	72	
Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	81	
Autres associations (hors abeilles)	82 (sauf 8231)	
Exploitations non classées (C.A. = 0)	90	